

Si Éric Zemmour est le RPR, qui est donc Edouard Philippe (pas vraiment l'UDF en tous cas...) ?



L'ancien premier ministre lance une nouvelle formation politique au Havre ce samedi avec pour objectif de structurer l'aile droite de la Macronie.

Avec Jean-Sébastien Ferjou, Jean Petaux

Atlantico : Edouard Philippe lance son mouvement ce samedi au Havre. De quelle ligne et famille politique est-il l'héritier ?

Jean PETAUX : La réponse qui vient immédiatement à l'esprit à cette question est : « la droite gaulliste ». Simplement, une fois que l'on a étiqueté ainsi l'ancien premier ministre on se rend bien compte que la définition est, non seulement « floue », mais aussi quelque peu désuète. Pour préciser le portrait tentons plutôt de rattacher Edouard Philippe à une forme de filiation politique, comme à une branche d'un arbre généalogique dont le tronc est, effectivement le gaullisme, mais dont les ramures ont grandi et se sont épanouies avec le temps. Au vu de ses 37 mois et 18 jours passés à Matignon, augmentés de ses

« fréquentations partisans » dans la période antérieure, y compris de son « flirt » rocardien dans sa vie étudiante, Philippe se rattache évidemment à Alain Juppé avec qui il structure l'UMP en 2002 comme directeur général et avec qui il ambitionne de faire, enfin, en France, une grande formation de droite, comparable à la CDU allemande, aux Conservateurs britanniques et au PP espagnol. Qui dit « Juppé » dit donc aussi forcément un « rattachement » à Jacques Chirac qui se trouve ainsi positionné au rang de « grand-père » politique du jeune énarque Philippe sorti de l'Ecole en 1997. Que nous disent ces deux premiers « apparentements » ? Qu'Edouard Philippe est d'une droite pragmatique, faiblement idéologisée et « socialement » libérale (autrement dit nullement réactionnaire et traditionnaliste). Au plan économique nous sommes en présence d'un colbertiste qui estime que l'Etat doit intervenir dans les secteurs stratégiques, surtout dans une période aussi complexe que celle qui vient de s'écouler depuis mars 2020, mais c'est un « interventionniste » au « clavier » fortement tempéré, plus libéral par exemple que son ancien ministre de l'Economie, Bruno Lemaire. Autre point commun avec Alain Juppé : une certaine rigidité dans la conduite de l'action politique non dénuée d'une forme de « droiture dans les bottes » (réforme de 80 km/h ; tentative de réforme paramétrique des retraites)... Décidément, ces « jeunes gens » sortis frais émoulus de l'ENA, dans la « botte » (les dix premiers d'une promotion) ont dû mal, par la suite, à ne pas les chausser (les « bottes ») pour « rester droits dedans » et tenter de faire passer leurs réformes « à la hussarde », une fois en position de gouverner le pays.

Si l'on « dézoome » plus encore la focale et que l'on se rapproche du « tronc gaulliste » on rencontre forcément un Chaban-Delmas, tout aussi tolérant et progressiste au plan de l'analyse de la société et de sa nécessaire transformation sous peine de fracture profonde (discours du 16 septembre 1969 sur la « Nouvelle Société »). Pour autant sans doute faut-il chercher du côté d'un Michel Debré, le premier premier ministre de la Cinquième république, pas celui du « Courrier de la colère », vitupérant contre les institutions et le personnel politique de la « Quatrième », mais le grand constructeur de l'Etat, aux côtés du Général de Gaulle en 1944-45 ou le Garde des Sceaux, père de la Constitution du 4 octobre 1958 pour saisir le sens de l'Etat qui est celui d'un Edouard Philippe. Ce « camaïeu » idéologique, au sein de la droite républicaine, explique sans doute, assorti d'un sens politique certain (à la différence de son « tuteur » Alain Juppé) qu'il ait été l'artisan principal du dynamitage de la « poutre » maitresse de la « maison LR » en avril 2017 et qu'il n'a pas fini son travail de sape... Autant sur sa droite que sur sa « gauche »... autrement dit, peut-être, du côté de La République en Marche qui ne le voit pas revenir sur scène avec un enthousiasme débordant.

Atlantico : L'ancien Premier ministre est-il en capacité d'opérer la structuration de l'aile droite de la majorité ? Son côté technocrate lui ferme-t-il définitivement le canal de l'électorat populaire ?

Jean PETAUX : « L'électorat populaire » est une catégorie analytique bien peu précise et surtout qui a, si tant est qu'elle ait un sens, depuis longtemps abandonné la droite républicaine au profit de l'extrême-droite lepéniste. On doit noter qu'Edouard Philippe est en tête de la liste des personnalités politiques appréciées des Français. Cela ne signifie en rien qu'une majorité relative d'électeurs lui accorderaient leurs votes dans le secret de l'isoloir,

mais il reste que son « côté technocrate » comme vous dites n'est pas un « répulsif ». Il l'est bien plus pour ce qui concerne l'actuel locataire de l'Élysée qui ne parvient toujours pas à régler son déficit d'image vis-à-vis des Français, à six mois du second tour présidentiel.

Il est manifeste qu'Edouard Philippe peut se positionner comme étant le tenant d'une partie de la future majorité présidentielle et donc gouvernementale après avril 2022 dans l'hypothèse d'une réélection d'Emmanuel Macron. Dans cette hypothèse, dégagé d'une loyauté contrainte qu'il se plait à nourrir envers le Président réélu, il aura tout le loisir de se positionner « en même temps » comme étant l'homme de droite soutenant une majorité « centriste » et l'homme du « centre-droit » à même d'accueillir des transferts de droite. Cette dernière posture sera fort « utile » à d'anciens « Compagnons » de Les Républicains qui, si le ou la candidate de leur parti ne « décolle » pas en janvier 2022 et semble promis à une élimination, pour la seconde fois consécutive, au soir du premier tour, vont être beaucoup plus nombreux à quitter le navire LR dès février 2022 que les quelques uns (comme Bruno Lemaire) qui l'ont fait en 2017 après l'explosion en vol de François Fillon.

Quant au « style » de sa participation à la majorité présidentielle et gouvernementale à partir de mai-juin 2022, Edouard Philippe qui pourrait par exemple revendiquer l'Hôtel de Lassay ou un grand ministère régalien (on l'imagine mal « résigner » à Matignon), aura tout le loisir de « piocher » dans une liste de « modèles » : du « oui mais » giscardien à de Gaulle après 1967, aux « cactus » tout aussi giscardiens sous Pompidou jusqu'en 1974 ; d'un soutien « conditionnel » à la Chirac après son départ tonitruant de Matignon à l'été 1976 ou encore à « l'Union est un combat » des Communistes entre 1981 et 1984, les exemples ne manquent pas... Ils n'ont d'ailleurs pas tous porté les fruits de la victoire (au moins rapide) à ceux qui les ont cultivés.

Atlantico : Là où Bayrou a su contracter une vraie alliance et continuer d'avoir des choses à offrir, Edouard Philippe a surtout offert sa « trahison » à LR en 2017. Que peut stratégiquement proposer Edouard Philippe à la macronie pour 2022 ?

Jean PETAUX : Votre présentation « résumée » de l'apport de Philippe à la « macronie » en 2017 (je reprends vos mots) me semble un tout petit peu caricaturale et surtout trop réductrice. Car il est clair que la nomination de Philippe à Matignon par Emmanuel Macron en mai 2017 n'a pas été qu'un « débauchage » individuel. Outre les qualités intrinsèques du personnage, dont j'ai souligné plus haut le sens de l'Etat et la capacité à « faire face », Edouard Philippe a durablement affaibli LR parce qu'il est apparu comme une alternative à une ligne politique incarnée d'abord par Fillon, ensuite par Wauquiez et, au fond, par Sarkozy. En ce sens il a ramené à Macron plus que des « morceaux d'appareil » : des wagons entiers d'électeurs. C'est dans ce droit-fil que se situe sans doute sa « mission » pour 2022 : celle de continuer d'aspirer un électorat « modéré », récusant un populisme outrancier (Zemmour) ou « dédramatisé » (Marine Le Pen) et orphelin d'une « figure de proue ». C'est aussi de cette ligne de fond de court, de cette première « assise », que Philippe pourra partir pour se positionner à la présidentielle de 2027 dont il ne fait pas mystère qu'elle est pour lui l'enjeu majeur. Sachant

qu'il aura sans doute, face à lui, un Wauquiez qui fait, lui aussi, comme dans une finale olympique du concours de saut à la perche, l'impasse « à 2022 » pour tenter d'obtenir « l'or » en « sautant » « à 2027 »... On mesure ici que, dans cette perspective, le « blindage » d'une partie de l'électeur de droite du côté de la majorité présidentielle post-2022 devient une impérieuse et une ardente obligation.

Atlantico : L'ancien Premier ministre a-t-il fait une erreur en n'essayant pas de constituer une force politique autour de lui quand il était aux responsabilités ? Quelle marge de manœuvre lui reste-t-il ? Qui peut-il séduire ?

Jean PETAUX : L'époque n'est plus à la constitution de « partis machines de guerre » telles que le PS entre 1971 et 1981 ou le RPR de 1977 à 1995 voire de l'UMP de 2002 à 2007 pour gagner le « trophée élyséen ». Donc Edouard Philippe a « fait » avec les moyens du temps. Il n'a pas structuré de force politique jusqu'à maintenant parce que ce qui aurait pu être un passage obligé (et encore, souvenons-nous de Macron en septembre 2016 : il n'a rien ou presque rien comme structure derrière lui... a-t-il d'ailleurs cette fois-ci quelque chose au moment où nous écrivons ?) si Philippe avait eu une ambition présidentielle en avril 2022, n'en ayant pas, il n'a pas commis d'erreur en ne mettant pas l'accent sur l'organisation de son propre parti. Il aura tout le loisir pour s'essayer à cela entre 2022 et 2027. S'il a hérité de son principal « mentor » Juppé l'incapacité de ce dernier à organiser une machine électorale à son profit alors il aura des soucis à se faire lors de la prochaine échéance électorale présidentielle. A l'inverse, s'il trouve les bons « opérateurs », s'il s'investit lui-même dans cette tâche en développant ses réseaux dans toute la France, alors il aura eu cinq années pour forger une « phalange militante » opérationnelle et efficiente. Il faudra être « costaud » alors pour le contrecarrer en 2027.

Un traître n'a de valeur que le jour où il se fait acheter. Édouard [#Philippe](#) tente désespérément de maintenir son « prix » face à la dévaluation massive que lui vaudront débauchages ou alliances à venir entre [#Macron](#) et la droite. [#BalaiNeufBalaieMieux](#) <https://t.co/sqBCzPd9pP>

— JS Ferjou (@jsferjou) [October 8, 2021](#)